Le Conseil,

Vu le rapport du 14 septembre 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération du 16 novembre 1998, la communauté urbaine de Lyon a accordé une garantie d'emprunt à hauteur de 85 % d'un prêt de 5 955 076 F à la SCIC Habitat Rhône-Alpes.

Ce prêt de type prêt locatif intermédiaire (PLI) était destiné à l'acquisition-amélioration de 20 logements 5, quai Rambaud et 1 bis, rue Dugas Montbel à Lyon 2°.

Par courrier du 20 août 1999 la SCIC Habitat Rhône-Alpes informe la Communauté urbaine que compte tenu du taux élevé du prêt PLI (5,50 %), elle ne souhaite financer que 10 % du prix de revient de l'opération en prêt PLI auprès de la Caisse des dépôts et consignations et le reste en prêt libre auprès de la Caisse d'épargne aux conditions suivantes :

- prêt PLI :

- . montant : 623 076 F,
- . taux : 5,50 %,
- . durée : 25 ans,
- . progressivité des annuités : 0,50 %,
- . différé d'amortissement : 2 ans ;

- prêt Caisse d'épargne :

- . montant : 5 332 000 F,
- . taux : Euribor 1 an + 0,45 % de marge par an,
- . périodicité : semestre,
- . durée globale : 20 ans + ou - 5 ans,
- . taux de construction des échéances : 4,50 %.

La société SCIC Habitat Rhône-Alpes sollicite la garantie de la communauté urbaine de Lyon qui pourrait être accordée à hauteur de 85 % de chaque prêt ainsi que l'abrogation de la garantie accordée le 16 novembre 1998.

En contrepartie de ces garanties, la communauté urbaine de Lyon bénéficie d'un droit de réservation de 17 % de la surface habitable.

Les contrats de prêts devront être réalisés dans un délai de deux ans à compter de la date de délibération du conseil de communauté. Dans le cas contraire, la présente décision de garantie serait nulle et non avenue ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ladite garantie d'emprunt ;

Vu le courrier de la SCIC Habitat Rhône Alpes en date du 20 août 1999 ;

Vu la loi n° 96-142 du 21 février 1996 portant code général des collectivités territoriales, notamment sa deuxième partie (livre II - titre V - chapitre II - articles : L 2 252-1 à L 2 252-4) ;

Vu sa délibération en date du 16 novembre 1998 ;

Où l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

Article 1er : la communauté urbaine de Lyon accorde sa garantie à la SCIC Habitat Rhône Alpes pour deux prêts que cette dernière sollicite auprès de la Caisse d'épargne aux conditions suivantes :

- prêt PLI :

- . montant : 623 076 F,
- . taux : 5,50 %,
- . durée : 25 ans,
- . progressivité des annuités : 0,50 %,
- . différé d'amortissement : 2 ans ;

- prêt Caisse d'épargne :

- . montant : 5 332 000 F,
- . taux : Euribor 1 an + 0,45 % de marge par an,
- . périodicité : semestre,
- . durée globale : 20 ans + ou - 5 ans,
- . taux de construction des échéances : 4,50 %.

La société SCIC Habitat Rhône-Alpes sollicite la garantie de la communauté urbaine de Lyon qui pourrait être accordée à hauteur de 85 % de chaque prêt ainsi que l'abrogation de la garantie accordée le 16 novembre 1998.

En contrepartie de ces garanties, la communauté urbaine de Lyon bénéficie d'un droit de réservation de 17 % de la surface habitable.

Les contrats devront être réalisés dans un délai de deux ans à compter de la présente délibération ; dans le cas contraire la garantie serait nulle et non avenue.

Au cas où la SCIC Habitat Rhône Alpes, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ni des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Communauté s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la caisse prêteuse adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que la caisse prêteuse discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 2 : le Conseil s'engage pendant toute la durée des périodes d'amortissement durant lesquelles seront dus à la fois les intérêts et l'amortissement, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Article 3 : le Conseil autorise monsieur le président de la Communauté à intervenir à chacun des contrats de prêts qui seront passés entre la SCIC Habitat Rhône Alpes et la Caisse d'épargne et à signer les conventions avec la SCIC Habitat Rhône Alpes pour la garantie du paiement des intérêts et du capital des emprunts sus-visés.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la SCIC Habitat Rhône Alpes.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,